



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21650  
27 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : Russe

---

LETTRE DATEE DU 27 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE  
GENERAL PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES  
REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite le 25 août 1990 par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, au sujet de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, relative aux mesures visant à donner effet aux sanctions adoptées à l'égard de l'Iraq à la suite de son agression contre le Gouvernement koweïtien.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Y. VORONTSOV

ANNEXE

Déclaration, faite le 25 août 1990 par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, E. A. Chevernadze, au sujet de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU relative aux mesures visant à donner effet aux sanctions adoptées à l'égard de l'Iraq à la suite de son agression contre le Gouvernement koweïtien

En votant pour la résolution 665 (1990) du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union soviétique a manifesté son extrême préoccupation devant la situation qui s'est créée dans la région du Golfe persique et sa volonté d'oeuvrer pour que cette menace extrêmement grave à la paix et à la sécurité internationales soit éliminée au plus vite.

Dans la situation donnée, nous avons agi et nous continuons à agir conformément aux obligations imposées par la Charte des Nations Unies et nous défendons systématiquement le principe d'une action collective dans le cadre du Conseil de sécurité et d'une solution politique de la crise qui s'est fait jour.

Je dirais que les dirigeants politiques du pays et les diplomates soviétiques ont travaillé tous ces jours avec une concentration extrême, contribuant à dégager un consensus international et une réponse appropriée de la communauté mondiale aux événements du Golfe persique.

Dès le début de la crise nous avons travaillé en consultation étroite avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité - Chine, Etats-Unis, France et Royaume-Uni - et avec tous les autres membres du Conseil. Notre coopération avec les Etats-Unis d'Amérique a revêtu un caractère sans précédent. Les liaisons téléphoniques Moscou-Washington-Wyoming (où se trouvait ces derniers jours le Secrétaire d'Etat James Baker) fonctionnaient sans interruption. Nous étions régulièrement en contact avec la Communauté européenne et son Président actuel, le Ministre des affaires étrangères de l'Italie, M. De Michelis. Nous avons procédé à des échanges de vues avec le Vice-Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Genscher et le Ministre des affaires étrangères de la France, M. Dumas - ce dernier se trouve actuellement à Moscou et nous avons l'intention avec lui d'examiner attentivement ce qui se passe au Moyen-Orient.

Nous avons tenu les dirigeants des Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie informés et nous avons communiqué des informations aux gouvernements de nombreux Etats voisins et amis, dont l'Inde, la Yougoslavie, la Turquie et l'Iran.

Le dialogue politique avec tous les pays arabes et avec les dirigeants de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation de libération de la Palestine a particulièrement retenu notre attention.

Nos contacts avec les dirigeants irakiens n'ont pas été interrompus un seul jour. Outre les problèmes politiques, nous avons examiné avec eux des questions d'ordre pratique relatives à l'évacuation des citoyens soviétiques du Koweït et aussi au départ d'Iraq des femmes et des enfants.

Sur ce point, la partie iraquienne a fait preuve de compréhension.

/...

Dans toute cette activité, notre objectif était de trouver une issue à la situation de crise qui s'est créée du fait de l'agression iraquienne et d'éviter tout nouveau recours à la force dans la région du Golfe persique.

Nous considérons qu'il est possible d'y parvenir grâce aux mesures assurant l'efficacité du régime de sanctions établi par la résolution du Conseil de sécurité. C'est également l'objectif visé par la nouvelle résolution du Conseil. Je voudrais souligner que cette résolution renforce le contrôle du Conseil de sécurité sur les mesures visant à donner effet aux sanctions et définit un rôle de coordination pour le Comité d'état-major du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce sont là des éléments extrêmement importants de la résolution.

Les résultats du vote sur la résolution 665 (1990) - qui a été adoptée par 13 voix avec deux abstentions - montrent l'unanimité du Conseil de sécurité au sujet des mesures à prendre face à la situation actuelle.

Nous espérons que les dirigeants irakiens en tireront les conclusions qui s'imposent, prendront des mesures allant dans le sens d'une désescalade de la crise et commenceront à agir conformément aux dispositions des résolutions adoptées. C'est aussi le conseil que nous leur donnons. Il a été formulé franchement dans une lettre personnelle du Président de l'Union soviétique, envoyée à Bagdad la veille de la réunion du Conseil de sécurité.

Nous comptons que les dirigeants irakiens en tiendront compte. Nous voudrions que l'on sache en Iraq que l'Union soviétique ne veut que du bien au peuple iraquien et qu'elle est disposée à continuer à oeuvrer pour le règlement pacifique de la crise.

Il faut aujourd'hui que toutes les parties fassent preuve du plus haut sens des responsabilités et de la plus grande sagesse politique. La situation est déjà surchauffée et toute aggravation dans l'affrontement risque de déclencher une explosion.

La résolution que le Conseil de sécurité a adoptée est une mesure qui vise à éviter que les événements ne prennent un cours plus dangereux. Si toutes les parties commencent à se laisser guider par le bon sens, à agir avec pondération et sens des responsabilités et à suivre la lettre et l'esprit de la résolution adoptée, on progressera vers le règlement politique et la paix au Moyen-Orient.

L'unité manifestée au sein de l'organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité et surtout entre ses cinq membres permanents - Union soviétique, Etats-Unis, Chine, Royaume-Uni et France - est un événement historique sans précédent dans la politique moderne. C'est une chance unique de créer des mécanismes efficaces de défense du droit et de la justice dans les relations internationales.

-----